

IV. — TUNISIE

I. — INTRODUCTION

En 1976, l'économie tunisienne a continué de se développer à un rythme rapide. Une augmentation réelle du produit intérieur brut (1) de l'ordre de 9,9 % a permis au revenu moyen exprimé en dinars constants de 1972 de progresser à un taux supérieur à 6 %. (A ce rythme, le tunisien moyen peut espérer voir son revenu doubler au bout de 11 ans) et à l'appareil productif de créer plus de 45 000 emplois.

Ce bon indice de l'activité économique, bien que persistant depuis le début des années soixante dix (l'économie tunisienne connaît en effet une phase de croissance vigoureuse depuis 1971) s'est accompagné cependant, d'une hausse des prix qui ne reste confinée (tout au moins au niveau de l'indicateur indice des prix) qu'au prix de ponctions onéreuses sur les finances de l'Etat (12 % des dépenses courantes de l'Etat en 1976), d'une aggravation considérable du déficit des échanges avec l'extérieur (le taux de couverture des importations est tombé à 50 % en 1976) et par suite d'un recours accru (+ 52 %) à l'endettement extérieur.

Dans le monde, i.e. chez les principaux partenaires économiques de la Tunisie, 1976 est l'année de la crise retrouvée et ce malgré l'émergence de certains signes de reprise notamment de la production industrielle. L'inflation restait en effet à maîtriser et le chômage loin d'être vaincu. Cette crise a revêtu pour la Tunisie la forme d'un recul brutal des prix des matières premières l'intéressant au premier chef, recul qui contraste avec la persistance du renchérissement des prix des importations, des difficultés d'écoulement de certaines marchandises à l'extérieur par suite des mesures protectionnistes prises par les clients traditionnels et enfin le retrécissement des perspectives de l'émigration à l'étranger.

A l'instar des chroniques des années précédentes, on examinera successivement les caractéristiques d'évolution globale et sectorielle et enfin la situation monétaire et financière.

II. — LES CARACTERISTIQUES D'EVOLUTION GLOBALE DE L'ECONOMIE EN 1976

Nous examinerons successivement l'évolution de la production, les investissements et leur financement, les relations commerciales avec l'extérieur et enfin l'équilibre général des opérations sur biens et services.

(1) Produit intérieur brut au prix du marché et aux prix constants de 1972.

2.1. L'évolution globale de la production.

L'examen des chiffres relatifs à l'année 1976 conduit à constater qu'il n'y a — au niveau global — aucune rupture de la tendance de fond qui caractérise l'évolution de la production tunisienne depuis 1971.

Bien que située en deçà des prévisions pour 1976, la croissance du PIB évaluée en dinars constants de 1972 n'en reste pas moins vigoureuse : 9,9 % contre 9,7 % en 1975 et 11,4 % en 1974. Il en résulte une croissance moyenne sur l'ensemble de la période 1973-1976 (période correspondant au 4^e plan de développement) de l'ordre de 6,2 % en deçà des prévisions du plan.

Cette croissance globale est évidemment la résultante des différentes évolutions sectorielles. Le tableau I ci-dessous en donne le détail.

TABLEAU I

Structure (en dinars courants) et variation annuelle (en dinars constants (d) du PIB et des valeurs ajoutées des principales branches)

	Structure		Taux de croissance	
	1973	1976	1975/74	1976/75
1. Agriculture	22,2	19,8	+ 3,4	+ 9,2
2. Industrie	25,8	30,4	+ 9,8	+ 11,7
2.1. IAA (b)	(3,8)	(3,8)	+ 1,9	+ 18,6
2.2. Hydrocarbures	(4,5)	(6,1)	+ 12,1	- 14,8
2.3. Textiles	(2,4)	(2,9)	+ 28,8	+ 29,8
2.4. BTP (c)	(7,4)	(10,0)	+ 18,7	+ 20,0
3. Services	52,0	49,8	+ 12,5	+ 8,8
3.1. Tourisme	(4,1)	(4,1)	+ 54,9	+ 3,3
3.2. Commerce	(14,4)	(22,0)	+ 9,0	+ 11,6
3.3. Services administratifs	(14,0)	(13,5)	+ 15,0	+ 5,9
4. PIB (a)	100	100	+ 9,2	+ 9,6

(a) Produit intérieur brut au coût des facteurs, (b) Industries agricoles et alimentaires, (c) Bâtiment et travaux publics, (d) Dinars constants 1972.

Au vu de ce tableau, il apparaît clairement que les trois secteurs ont contribué d'une manière quasi-paritaire à la réalisation de la croissance globale qui reste cependant basée essentiellement sur la production de la transformation des produits agricoles, les textiles, le bâtiment et travaux publics et enfin les services.

Le secteur de l'extraction minière (et pétrolière) autre pilier traditionnel de la croissance économique tunisienne continue à stagner en raison de la conjoncture internationale et de l'essoufflement de la production pétrolière.

2.2. Les investissements et leur financement.

2.2.1. Les investissements.

La croissance forte enregistrée au niveau du produit global ne reflète que partiellement l'effort énorme et soutenu dans l'investissement.

Bien que se situant au même niveau qu'en 1975, le taux d'investissement (mesuré par le rapport formation brute de capital sur le PIB), enregistre pour l'ensemble de la période 1973-1976 un bond prodigieux : 19,6 % en 1973, 30,8 % en 1976.

TABLEAU II
Evolution des investissements, et de l'épargne
(en M D courants)

	1973	1974	1975	1976	Taux de croissance 1976/75
Investissement	237,0	316,0	450,0	580,0	+ 28,9 %
Epargne nationale	187,1	349,7	445,0	451,0	+ 1,3 %
Taux d'investissement	19,6 %	23,1 %	30,6 %	30,8 %	—
Taux d'épargne	16,1 %	22,9 %	25,5 %	23,7 %	—
Taux de financement extérieur de la FBCF	17,0 %	0,7 %	20,0 %	23,3 %	—

Cette progression considérable de l'investissement a été surtout le fait du secteur public (Administration + entreprises publiques) qui assure à lui seul 57,3 % de la formation brute de capital fixe contre 52,4 % en 1975. Elle a surtout profité à l'industrie notamment les industries manufacturières qui accaparent à elles seules 18,4 % du volume global de la formation brute de capital fixe.

Au total la structure des investissements par secteurs d'activité s'établit en dinars courants comme suit :

TABLEAU III
Répartition sectorielle des investissements (en %)

	1973	1974	1975	1976
1. Agriculture et pêche	16	14	12	11
2. Industrie	32	39	42	42
2.1. Mines énergie	(18)	(20)	(23)	(23)
2.2. Industries manufacturières	(14)	(19)	(19)	(19)
3. Services	41	34	35	35
3.1. Transports et télécommunications	(19)	(15)	(16)	(18)
4. Equipements collectifs	11	13	11	12
Total	100	100	100	100

La tendance générale qui se dégage à la lecture du tableau III est celle d'un choix en faveur des investissements plus productifs, particulièrement dans l'industrie et dans les infrastructures qui lui sont rattachées (transports et télécommunications).

L'industrie se voit ainsi assignée une place majeure dans la politique de développement de la Tunisie au détriment de l'agriculture.

2.2.2. *Le financement des investissements.*

L'évolution de l'épargne nationale a marqué le pas en 1976 : seulement 4 510 contre 4450 millions de dinars courants en 1975 soit un accroissement de l'ordre de + 1,3 %. Ce ralentissement contraste avec l'augmentation vive enregistrée par les investissements (+ 28,9 %) et donne la mesure du besoin en financement extérieur éprouvé par la Tunisie en 1976. De fait, le taux de financement extérieur de la formation brute de capital fixe qui a été de l'ordre de 12,6 % en moyenne entre 1973 et 1975 a atteint le niveau de 23,3 % en 1976.

Ainsi l'accroissement considérable des investissements en 1976 a été financé en partie par un appel accru aux capitaux étrangers.

2.3. *Les relations avec l'extérieur.*

La persistance d'une conjoncture dépressive dans le monde particulièrement en Europe chez les principaux partenaires commerciaux de la Tunisie (France, Italie...); la chute parfois vertigineuse qui a concerné les cours sur les marchés internationaux de certaines matières premières intéressant au premier chef la Tunisie tels que les phosphates et dérivés, l'huile d'olive etc... chute qui contraste avec le renchérissement modéré certes, mais régulier des prix des produits importés par la Tunisie; enfin le recul très net enregistré pour la première fois, dans la production de pétrole brut — produit qui représente plus du 1/3 des exportations tunisiennes de biens — autant d'éléments qui expliquent la dégradation des échanges de biens de la Tunisie avec l'extérieur et l'aggravation de plus de 40 % du déficit.

TABLEAU IV

L'évolution générale du Commerce Extérieur (en millions de dinars)

	Année 1975	Année 1976	Variations	
			absolues	en %
Importations	572,8	656,7	+ 83,9	+ 14,6
Exportations	345,6	338,3	- 7,3	- 2,1
Déficit	227,2	318,4	+ 91,2	+ 40,2
Taux de couverture	60,3	51,5	-	- 14,6

Source : Statistiques résumées du Commerce extérieur. *Bulletin de l'INS*, (12), 1976.

Selon les « statistiques résumées du commerce extérieur » (2) les variations globales en 1976 auraient été les suivantes (tableau IV).

Ces chiffres incluent les mouvements de marchandises effectués dans le cadre de régimes douaniers particuliers.

Ces mouvements (il s'agit en fait des importations liées à réexportation qui profitent essentiellement aux entreprises implantées dans le cadre de la loi d'avril 1972) mis à part, le taux de couverture des échanges de biens n'est plus que de 46,2 % soit une diminution de l'ordre de 20 % par rapport à 1975.

2.3.1. Les exportations.

La structure des exportations tunisiennes est caractéristique d'un pays sous-développé en ce sens qu'elle reste dominée essentiellement par les produits bruts des secteurs minier, énergétique et agricole dans la mesure, dans ce dernier cas, où les capacités productives excèdent et de loin la consommation locale.

C'est une physionomie structurelle conjuguée avec les éléments d'explication supra-indiqués qui expliquent la régression de l'ordre de 2,1 % des exportations de la Tunisie en 1976.

Nous avons reproduit dans le tableau V les exportations des principaux produits exportés par la Tunisie. Ces 5 produits représentent — à eux seuls — plus des deux tiers (71,2 %) des exportations totales de marchandises de la Tunisie. La part relative de chacun de ces produits a été indiquée entre parenthèses.

TABLEAU V

Les principaux produits exportés par la Tunisie en 1976

Source : Statistiques résumées du Commerce Extérieur-INS (12), 1976.

Produits	Volume (a)			Valeurs (b)		
	1975	1976	Variations en %	1975	1976	Variations en %
Pétrole brut (41,4)	4 760	3 687	- 22,5	144 557	138 516	- 4,2
Huiles d'olive (9,9)	41,7	70,1	+ 68,1	31 030	36 275	+ 16,9
Phosphates bruts (10,6)	2 010	1 951	- 2,9	46 385	26 108	- 43,7
Superphosphates (4,2)	238	328	+ 42,0	16 660	12 070	- 27,5
Acides phosphoriques (5,1)	174,2	404,4	+ 132,1	14 662	19 811	+ 35,1
Source : Statistiques résumées du Commerce Extérieur — INS (12), 1976.						
(a) unité : 1000 tonnes ; (b) unité : 1000 dinars tunisiens						

(2) *Bulletin* (12), 1976, INS, Tunis.

2.3.2. Les importations.

Les importations de biens (FOB) s'établiraient selon le budget économique à 556,0 MD en accroissement de + 13,1 % par rapport à 1975.

Cette progression rapide a concerné le groupe des matières premières et demi-produits (+ 18,2 %) qui ont représenté 40 % de la valeur globale des importations effectuées pendant l'année, le groupe des biens d'équipements (+ 21,3 %) et enfin les biens de consommation (+ 18,5 %). Les produits alimentaires dont la part relative n'a cessé de décroître (18 % 1973 seulement 12,3 % en 1976) ont régressé de - 10,5 %.

Cette baisse des importations de produits alimentaires est sans doute en rapport avec les résultats agricoles satisfaisants enregistrés depuis 1974.

2.4. L'équilibre général et le mouvement des prix.

2.4.1. L'équilibre des opérations sur biens et services.

Le tableau VI ci-après présente la structure du compte des opérations sur biens et services pour les années 1973 et 1976 ainsi que l'évolution des agrégats qui le composent.

La progression étant repérée en dinars constants, il apparaît que la croissance des ressources disponibles de l'économie tunisienne a été en 1976 légèrement moins rapide que celle du PIB : 8,6 % contre 9,9 %.

Ceci résulte évidemment d'une évolution, deux fois moins rapide, des importations réelles c'est-à-dire évaluées en dinars constants.

TABLEAU VI

*Ressources et emplois des biens et services :
Structures en dinars courants et croissance en dinars constants (d)*

	Structure		Taux de croissance	
	1973	1976	1975/74	1976/75
PIB (a)	78,0	73,5	+ 10,3	+ 9,9
Importations	22,0	26,5	+ 6,6	+ 4,1
Consommation privée	(53,2)	(44,8)	+ 2,5	+ 7,8
Consommation publique	(11,4)	(10,8)	+ 14,3	+ 8,4
Consommation totale ▲	64,6	55,6	+ 4,6	+ 7,9
FBC (c)	15,3	22,6	+ 30,6	+ 9,0
Exportations	20,1	21,8	+ 7,9	+ 10,6
Total	100	100	+ 9,4	+ 8,6

(a) Produit intérieur brut au prix du marché.

(c) Formation brute de capital fixe + variation des stocks.

(d) Dinars constants de 1972.

Intéressant également à relever est le glissement « structurel » qui s'est opéré du côté des emplois à partir de 1973. La croissance prodigieuse des investissements que nous avons relevé pour l'ensemble de la période 1973-1976 semble avoir été faite au détriment de la consommation et plus particulièrement de la consommation privée. C'est donc la consommation privée qui supporte le coût de la croissance...

La baisse de la consommation privée est à relier également au phénomène de gonflement imputable aux activités productives travaillant exclusivement pour l'exportation. L'augmentation des ressources ainsi réalisée (production + importations) a une contrepartie emplois qui bénéficie — par définition — intégralement aux exportations.

2.4.2. *Le mouvement des prix.*

Le repérage du mouvement des prix de détail est rendu malaisé du fait que la Tunisie pratique une politique des prix des plus actives, et du fait également que l'indicateur utilisé ne rend compte que d'une manière imparfaite et partielle de la hausse des prix.

Pour l'année 1975 la hausse des prix semble être de l'ordre de 6 % nettement en deçà de la « flambée » (9,5 %) enregistrée en 1975. Ce ralentissement a été obtenu au moyen d'un prélèvement financier prélevé sur le budget de l'Etat par le biais de la caisse de compensation : 38,3 MDT représentant le dixième environ du total des recettes publiques.

Au niveau des prix de gros les évolutions constatées se sont traduites par une hausse des prix des importations de l'ordre de 4,5 % et une baisse trois fois plus importante des prix à l'exportation. Le déficit croissant de la balance commerciale de la Tunisie réside en grande partie dans ces deux chiffres.

Les salaires enfin. En l'absence d'indications régulières notons simplement que le salaire moyen serait passé de 48,1 dinars en 1972 à 77,1 en 1976 soit un croît annuel moyen de l'ordre de 12,5 %.

3. — ANALYSE SECTORIELLE

Bien que ne représentant que 20 % du PIB, mais occupant cependant au moins la moitié de la population active, l'évolution de la production du secteur agricole est importante à plus d'un titre. Fortement corrélée avec les caprices de la pluviométrie elle continue à imprimer sa marque à la croissance globale de la PIB et rappelle à quel point la croissance économique tunisienne reste fragile. Les planificateurs tunisiens ne s'y sont pas trompés qui ont prévu un taux de croissance du PIB de 6 % pour 1977, nettement en deçà du rythme enregistré en 1976 et résultant « essentiellement d'hypothèses retenues en matière agricole ». Ne sont-ce pas ces aléas climatiques qui ont été invoqués pour expliquer dans une mesure assez large « l'échec » de

la politique économique des années soixante et la « réussite » de la nouvelle inaugurée à partir des années soixante-dix ?

Outre le secteur agricole, nous examinerons également l'évolution de la production des secteurs minier et énergétique, industriel et enfin le tourisme.

3.1. La production agricole.

Les intempéries (grêle, prolongement anormal de la période humide etc...) ont quelque peu compromis certaines cultures et endommagé les herbages. Dans l'ensemble cependant les résultats de l'année 1976 restent nettement positifs : La production du secteur a crû à un rythme, trois fois plus rapide qu'en 1975 (9,2 %).

3.1.1. Les céréales.

Les céréales ont été particulièrement affectées : 11,5 millions de quintaux en 1976 contre 12,8 M en 1975 soit une diminution de l'ordre de — 10,8 %. Compte tenu de l'extension d'environ 15 % des superficies emblavées, les rendements sont tombés de 9,1 à 7,1 quintaux à l'hectare pour les trois cultures : blé dur, blé tendre et orge.

TABLEAU VII
La production de céréales

Cultures	1973	1974	1975	1976
Blé dur (a)	655	655	803	700
Blé tendre (a)	235	202	200	180
Orge (a)	282	228	272	270
Total céréale culture (a)	1172	1085	1275	1150
Emblavures (b)	1540	1460	1400	1610
Rendements (c)	7.6	7.4	9.1	7.1
(a) en 1000 tonnes (b) en 1000 hectares (c) en quintaux à l'hectare				

3.1.2. L'arboriculture.

Les conditions météorologiques n'ont pas été préjudiciables dans l'ensemble à l'arboriculture. La production de ce groupe de produits a accusé une hausse sensible dûe essentiellement à l'augmentation de la production d'olives à huile (+ 85 %) des agrumes (+ 24 %) et des dattes (+ 16 %).

En revanche les récoltes de raisin ont été moins abondantes : 140 000 tonnes contre 170 000 en 1975. Celles d'amandes et d'abricots ont été équivalentes.

3.1.3. Les cultures industrielles.

Les cultures industrielles n'ont pas subi les contre-coup des variations climatiques. L'alfa mise à part, les productions de betteraves à sucre, de tabac et de liège ont progressé respectivement à des taux de + 60 %, + 15 %, et + 5 %. Mention spéciale doit être faite pour la culture de tabac qui a connu pour la période 1973-1976 une expansion remarquable : 1 700 tonnes en 1973, 3 800 en 1976 cependant que les rendements passent de 760 à 1 120 kg par hectare.

L'alfa enfin a régressé : 60 000 tonnes arrachées en 1976 contre 70 000 en 1975 et ce malgré le relèvement du prix de cession (de 8 à 10 dinars la tonne) mesure qui a concerné également les tabacs.

3.1.4. Les produits de l'élevage.

Le secteur animal n'a pas été trop affecté par l'irrégularité des eaux. La raréfaction des fourrages n'a pas entraîné un phénomène de réduction des effectifs du cheptel — évident — du moins pour 1976. Une croissance positive a caractérisé les principales productions du secteur comme le montre le tableau VIII.

TABLEAU VIII
Produits de l'élevage
(Quantités productives en 1 000 tonnes)

Espèces	1974	1975	1976	Croissance 1976/75
Bovins	48,4	51,4	55,3	+ 7,6 %
Ovins	58,2	62,3	64,7	+ 3,9 %
Volailles	20,9	24,2	26,6	+ 10 %
Lait	206,0	225,0	247,0	+ 9,8 %

(a) en 1 000 tonnes.

(b) en 1 000 hectares.

(c) en quintaux à l'hectare.

3.2. L'industrie.

L'expansion — vive — de l'activité industrielle en 1976 (+ 11,7 %) a été cependant nettement handicapée par la chute de certaines productions importantes : pétrole (— 19,5 %), phosphates (— 6,0 %), minerai de fer (— 19,8 %), ciment (— 22,3 %) etc...

La crise que traverse l'économie mondiale depuis 1973 et qui par certains de ses aspects a semblé profiter à l'économie tunisienne en 1973-75, a considérablement affecté l'économie tunisienne en 1976.

Au niveau des activités minières et énergétiques, la hausse des prix des matières premières sur les marchés internationaux a été un répit pour

le secteur. La baisse qui s'est amorcée à partir de 1975 n'a fait que mettre à nu — en les aggravant — les difficultés d'un secteur caractérisé par des maux qui lui sont propres : épuisement des réserves, exploitation artisanale, gestion inefficace et partant une productivité faible. L'indice de la production des industries extractives (3) a enregistré un recul de $-12,8\%$ se situant à 99,4 en 1976 contre 114,0 en 1975.

Dans les industries manufacturières, i.e. dans les industries travaillant pour l'exportation et / ou soumises à une forte demande intérieure, la progression a été de $+25,7\%$ pour les industries mécaniques et électriques (les activités de montage), $+29,8\%$ pour les textiles et l'habillement (essentiellement la confection en 1976), $+17,2\%$ pour le bois et $+39,8\%$ pour les matériaux de construction et enfin $+18,6\%$ pour les industries agricoles et alimentaires. La production des industries chimiques, (essentiellement les phosphates) tributaire des marchés extérieurs, reste nettement en deçà du niveau atteint en 1974.

Le secteur industriel (Bâtiment et travaux publics exclus) a été le moteur essentiel de la croissance économique tunisienne en 1976. Il reste cependant cantonné dans certaines activités de transformation simple (les industries agricoles, textiles et de montage mécanique et électrique sont de loin les industries les plus répandues et représentent plus des trois-quarts ($75,6\%$) de l'ensemble des activités manufacturières) et ne représente que $13,6\%$ du PIB. Ce taux est caractéristique d'un pays sous-développé.

Les encouragements substantiels (la Tunisie a fait feu depuis 1972 de tous les avantages et expédients du libéralisme économique) prodigués aux capitaux privés étrangers n'ont porté des fruits que dans les textiles, l'habillement et les activités de montage électrique et mécanique.

3.3. Le tourisme.

Le regain de l'activité touristique constaté en 1975 semble remis en cause en 1976. Les entrées de touristes enregistrées au cours de l'année ont, en effet, atteint 977 800 unités (4) en recul de 36 100 unités ou de $-3,6\%$ sur les chiffres de 1975. La répartition des entrées par nationalité montre que ce sont les touristes français, arabes du Moyen-Orient, et britanniques qui ont enregistré les taux d'accroissement les plus élevés. La détérioration des relations avec la Libye, le conflit du Sahara occidental intéressant l'Algérie et le Maroc, enfin la situation dans la péninsule italienne expliquent l'afflux moins nombreux des Libyens ($-81,8\%$), des Marocains ($-57,6\%$), des Algériens ($-31,7\%$) et des Italiens ($-28,6\%$).

Les autres indicateurs du secteur touristique montrent une stagnation du nombre de nuitées passées par les touristes, conséquence d'un allongement de la durée moyenne du séjour touristique : 8,9 jours en moyenne en 1975, 9,1 jours en 1976.

(3) Indice de la production industrielle, base 100, 1970 *INS*, Tunis.

(4) Cf. *Bulletin de Conjoncture* (n° 51), 1977, Banque Centrale de Tunisie.

L'évolution des investissements du secteur reste irrégulière et l'arrêt quasi-net observé à partir de 1973 semble se poursuivre révélant ainsi à la fois des perspectives peu optimistes quant au niveau d'activité du tourisme en Tunisie, et surtout l'extrême sensibilité aux variations de la conjoncture d'un secteur contrôlé de plus en plus par le privé. On notera un regain d'intérêt évident depuis 1975 pour les installations touristiques annexes (ports de plaisance, terrains de golf, paysage etc...).

4. — ANALYSE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

On abordera successivement l'évolution des finances publiques, de la masse monétaire et enfin la balance des paiements.

4.1. L'évolution des finances publiques.

L'appréciation de l'évolution des finances publiques est particulièrement délicate. D'une part, à cause de l'écart substantiel existant entre la loi de finances telle qu'elle est votée et la réalité effectivement constatée. D'autre part à cause de la double comptabilisation de certaines recettes et dépenses qui n'est pas toujours facile à éliminer.

Dans tout ce qui suit nous n'avons compté qu'une fois les contributions du budget de capital, ainsi que les autres contributions qui sont au demeurant minimes. Nous avons omis de mentionner les budgets autonomes, d'ailleurs toujours équilibrés, à cause — encore une fois — de l'ampleur des doubles emplois.

Sous ces réserves — importantes — on observera (cf. tableau IX) que l'expansion des finances publiques a été vigoureuse en 1975. Les ressources ont progressé à un rythme supérieur à celui du PIB : +12 % mais qui reste cependant inférieur à celui enregistré pour les dépenses : + 14,4 %. Il en est résulté un déficit budgétaire de l'ordre de 36 millions de Dinars en augmentation de + 76.7 % par rapport à 1975.

4.1.1. Les dépenses publiques.

L'augmentation des dépenses en 1976 a été surtout le fait des dépenses en capital qui ont augmenté de + 30 % contre seulement + 9 % pour les dépenses courantes.

On remarquera la diminution des « transferts » et « fonds spéciaux » c'est-à-dire la diminution essentiellement des charges occasionnées par le soutien des prix intérieurs.

Au niveau sectoriel l'augmentation des dépenses courantes a concerné essentiellement les secteurs sociaux (Éducation Nationale, Santé publique...) et les secteurs d'administration générale (police, armée...). Les dépenses en

capital font ressortir l'intensification de l'investissement public (+ 29,1 %) ainsi que le soutien apporté par l'Etat aux entreprises publiques sous la forme de subventions : + 40 %.

TABLEAU IX
Evolution des dépenses publiques

Dépenses	1975		1976		Variation 1976/1975
	Montant (a)	Structure %	Montant (a)	Structure %	
1. Dépenses fonctionnement	206,6	38,0	236,3	38,0	+ 14,4
1.1 Salaires	170,7	31,4	190,5	30,7	+ 11,6
1.2 Consommation Biens et services	35,9	6,6	45,8	7,3	+ 27,6
2. Transports	62,6	11,6	57,2	9,2	- 8,6
Total dépenses courantes	269,2	49,6	293,5	47,2	+ 9,0
3. FBCF	65,4	12,0	84,4	13,4	+ 29,1
4. Subventions	86,7	16,0	121,3	19,5	+ 39,9
5. Remboursements dette	35,4	6,5	36,4	5,9	+ 2,8
6. Autres dépenses en capital	9,2	1,7	13,4	2,3	-
Total dépenses en capital	196,7	36,2	255,5	41,1	+ 29,9
7. Fonds de concours	6,8	1,2	4,0	0,7	-
8. Fonds spéciaux	70,4	13,0	68,3	11,0	- 3,0
Total dépenses	543,1	100	621,3	100	+ 14,4
Total ressources	522,5	-	584,9	-	+ 11,9
Excédent ou déficit	- 20,6	-	- 36,4	-	+ 76,7

(a) en millions de dinars.

4.1.2. Les ressources publiques.

L'augmentation des recettes ordinaires a été considérablement ralentie en 1976 (seulement + 6,9 %) sous l'effet d'une baisse des impôts directs (- 6,8 %) et également des recettes perçues au titre des redevances et bénéfices résultant de l'exploitation pétrolière.

Ce ralentissement des recettes ordinaires explique le recours accru de l'Etat en 1975 à l'emprunt tant intérieur (+ 100 %) qu'extérieur (+ 23 %). La part des recettes en capital (i.e. les emprunts et l'aide extérieure) est passée de 14,8 % de l'ensemble des recettes fiscales (62,8 % de l'ensemble des recettes) à croire que la part des recettes fiscales (62,8 % de l'ensemble des recettes en 1976 contre 67,1 % en 1975) ne pourra augmenter à l'avenir que moyennant une remise en cause du système fiscal actuel et une limitation de l'évasion fiscale. Autrement comment expliquer une baisse des impôts directs conjuguée avec une augmentation réelle du revenu national de l'ordre de 8,8 % ? Cette réforme s'impose d'autant plus que le phénomène de crois-

sance rapide des recettes publiques, observé ces dernières années, est explicable essentiellement par la conjoncture économique internationale i.e. par les plus-values provenant de l'augmentation des prix du pétrole, phosphates etc...

TABLEAU X
Evolution des ressources publiques

Ressources	1975		1976		Variations 1976/1975
	Montant (a)	Structure	Montant (a)	Structure	
1. Recettes fiscales	350,4	67,1	367,3	62,8	+ 4,8
1.1 Impôts directs	(148,8)	(28,5)	(138,7)	(23,7)	(- 6,8)
1.2 Impôts indirects	(201,6)	(38,6)	(228,6)	(39,1)	(+ 13,4)
2. Autres recettes courantes	20,1	3,8	28,6	4,9	-
Total recettes courantes	370,5	70,9	395,9	67,7	+ 6,9
3. Emprunts	56,1	10,7	88,3	15,1	+ 57,4
3.1 Emprunts intérieurs	(24,9)	4,7)	(50,0)	(8,5)	(+ 100,8)
3.2 Emprunts extérieurs	(31,2)	(6,0)	(38,3)	(6,6)	(+ 22,8)
4. Aide	18,8	3,6	17,5	3,0	-
5. Autres recettes en capital	2,5	0,5	4,6	0,8	-
Total recettes en capital	77,4	14,8	110,4	18,9	+ 42,6
6. Fonds de concours	15,0	2,9	12,3	2,1	- 18,0
7. Fonds spéciaux	59,6	11,4	66,3	11,3	+ 11,2
Total recettes	522,5	100	584,9	100	+ 11,2

(a) en millions de dinars.

Le recours accru au financement extérieur (10 % de l'ensemble des recettes en 1976) appelé à croître davantage en 1977, ne va pas sans poser de problèmes sur le plan de l'équilibre monétaire et financier et ce d'autant plus que l'évolution des dépenses publiques qui, jusqu'ici, a principalement bénéficié aux dépenses productives risque de concerner également les dépenses improductives.

4.2. La monnaie et la politique monétaire.

Cette analyse n'est intéressante que dans la mesure où elle se propose de montrer comment les institutions monétaires et financières ont participé au financement des investissements et dans quelle mesure également la politique monétaire ne peut avoir que des effets limités, pour ne pas dire inexistantes, en tant qu'instrument de maîtrise de la conjoncture.

On examinera par conséquent d'abord l'évolution de la masse monétaire, i.e. les ressources monétaires, puis nous verrons comment ces ressources ont été utilisées en cours de l'année 1976.

4.2.1. *Les ressources du système monétaire.*

L'expansion de la masse monétaire au cours de l'année 1976 (+ 11 %) a été moins rapide qu'en 1975 (+ 17,6 %). L'accroissement des ressources monétaires (= contreparties) a été de l'ordre de + 13,5 % et a été permis surtout par le gonflement des dépôts à terme (quasi-monnaie) : + 28 %.

TABLEAU XI
Masse monétaire : composantes et évolution

	1973	1975		1976		Variation 76/75
	Structure	Montant (a) Structure		Montant (a) Structure		
Monnaie fiduciaire	(26,2)	(163,0)	(24,4)	(187,5)	(24,2)	(+ 15,0)
Monnaie scripturale	(49,7)	(312,6)	(46,8)	(340,4)	(44,0)	(+ 8,9)
(A) Masse monétaire	(75,9)	475,6	71,2	527,9	68,2	+ 11,0
(B) Quasi-monnaie	24,1	192,4	28,8	246,3	31,8	+ 28,0
Total (A) + (B)	100	668,0	100	774,2	100	+ 15,9

(a) en millions de dinars.

Cette progression remarquable des dépôts à terme s'explique par les niveaux élevés (supérieur à 7 %) des taux d'intérêt créditeurs. Les fluctuations, amples, des dépôts à vue et les difficultés sérieuses de trésorerie qui en résultent pour les banques ont amené celles-ci à s'assurer un minimum de stabilisé des dépôts en augmentant la fraction stable de ceux-ci (les dépôts à terme) au moyen d'un renchérissement des taux créditeurs.

La masse monétaire, quant à sa composition, montre une légère augmentation de la part relative de la monnaie fiduciaire (35,5 % en 1976 contre 34,3 % en 1975) qui reste cependant du même ordre de grandeur qu'il y a dix ans.

4.2.2. *La contrepartie des ressources monétaire.*

L'évolution de la contrepartie des ressources monétaires a été caractérisée en 1976 par la stagnation de la position vis-à-vis de l'extérieur, par un accroissement des crédits à l'économie de l'ordre de 8,8 % et enfin par le doublement, presque, (+ 87,5 %) des crédits consentis à l'Etat.

L'influence des créances sur l'Etat fut déterminante sur l'évolution de la masse monétaire. Cette évolution s'explique sans doute par l'accroissement considérable des investissements publics, mais également par l'accroissement des dépenses courantes de l'Etat.

Les crédits à l'économie n'ont représenté que 72,6 % de l'ensemble des sources de création monétaire en 1976, contre 75,8 % en 1975. Leur expansion modeste (+ 8,8 %) s'explique par « la compression de la distribution des crédits à court terme (plus des 2/3 de l'ensemble des concours à l'éco-

nomie) dont le taux d'expansion a été maintenu à 3,5 % durant les 9 premiers mois de l'année » (5).

TABLEAU XII
Les contreparties de la masse monétaire

	1973	1975		1976		Variations 76/75
	Structure	Montant (a)	Structure	Montant (a)	Structure	
Crédits à l'économie	68,7	674,7	75,8	734,4	72,6	+ 8,8
Créances sur l'Etat	9,4	69,6	7,8	130,5	12,9	+ 87,5
Avoirs extérieurs nets	21,9	146,3	16,4	146,3	14,5	—
Total des contreparties monétaires	100	890,6	100	1011,2	100	+ 13,5

(a) en millions de dinars.

4.3. La balance des paiements.

Si l'on convient de repérer le déficit de la balance des paiements par le mouvement des réserves de change, l'année 1976, à l'inverse de 1975 (qui s'est soldée par un déficit de 11,1 millions de dinars) et malgré l'aggravation du déficit des échanges de marchandises, ne se serait pas soldée par un déficit.

TABLEAU XIII
Evolution des soldes des principaux postes de la balance des paiements
(en millions de dinars)

	1973	1974	1975	1976
1. Solde des échanges de biens	- 82,8	- 47,5	- 176,2	- 215,0
2. Solde des échanges de services	+ 54,4	+ 52,9	+ 92,1	+ 93,0
3. Solde des transferts courants	- 11,9	- 7,7	- 5,9	- 13,0
Solde opérations courantes (A)	- 40,3	- 2,3	- 90,0	- 135,0
4. Entrées de capitaux	107,1	112,1	+ 116,7	178,0
5. Sortie de capitaux	33,4	78,8	37,8	53,0
Solde opérations en capital (B)	+ 73,7	+ 33,3	+ 78,9	+ 135,0
Variation réserves de change (B) - (A)	+ 33,4	+ 31,0	- 11,1	—

(5) Cf. *Bulletin de conjoncture de la Banque Centrale de Tunisie* (50), déc. 1976.

Comme le montre le tableau XIII ci-dessus, le déficit des échanges de biens a été « financé » d'une part par le solde positif des échanges de services et d'autre part — et surtout — par un recours massif (+ 52,5 % par rapport à 1975) aux capitaux étrangers.

4.3.1. *La balance des opérations courantes.*

Le déficit des opérations courantes, quoique atténué par les recettes en devises procurées par le tourisme et les travailleurs tunisiens à l'étranger, reste cependant important : 135 millions de dinars représentant plus du triple du niveau atteint en 1973.

Cette évolution défavorable est imputable essentiellement aux facteurs suivants :

— Le tassement en 1976 de l'activité touristique ainsi que celui des « envois » des travailleurs tunisiens à l'étranger.

— Les transferts à l'étranger des bénéfices et dividendes des investissements privés étrangers en Tunisie (en progression rapide depuis 1974) ainsi que les sorties au titre des intérêts de la dette étrangère de la Tunisie et celles occasionnées enfin par la prospection pétrolière.

Compte tenu des évolutions prévisibles de ces différents postes (diminution des départs de travailleurs, investissements privés étrangers accrus, recours de plus en plus important aux capitaux extérieurs, perspectives moroses pour le secteur touristique et enfin effort à relancer dans la prospection pétrolière...) il y a tout lieu de croire que ce déficit va aller croissant dans les années à venir.

4.3.2. *La balance des opérations en capital.*

La conséquence de cette aggravation du déficit courant c'est la progression des entrées (nettes) de capitaux : + 71,1 % en 1976 par rapport à 1975. Ces apports ont revêtu, en 1976, davantage la forme de prêts privés (+ 250,2 %) ou de prêts tout court (+ 78,1 %) que de dons (— 10,0 %). Les débours au titre du remboursement de la dette se sont élevés à 40,0 millions de Dinars.

Si l'on tient compte des intérêts de la dette (21,0 MD) et des sorties au titre des dividendes et bénéfices des capitaux privés étrangers (25,0 MD) on aboutit au chiffre de (86,0 MD) soit l'équivalent des exportations tunisiennes d'huile d'olive et de phosphates qui se trouve ainsi accaparé par la rémunération de l'« aide étrangère ».

1976 montre une économie tunisienne nettement engagée dans un processus de croissance qui compromet gravement son équilibre extérieur.

Hachemi ALAYA *

* Université de Tunis.